

COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)

UNION EUROPEENNE
(UE)

PROGRAMME REGIONAL
« AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE » Phase III

DIAPER III

SENEGAL

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III / AN V

Pascal DELORME, CESD-Communautaire
Laouali IBRAHIM, ECA / DIAPER III

Janvier 1998

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Projet DIAPER III

Rapport de la mission
d'Evaluation du Devis-Programme IV (97/98)
et de Programmation du Devis-Programme V (98/99)

(du 17 au 23 Janvier 1998)

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'Evaluation du Devis-Programme IV et de Programmation du Devis-Programme V a été effectuée du 17 au 23/01/1998 par Messieurs P.DELORME, du CESD-Communautaire, et L. IBRAHIM, statisticien de l'Equipe Centrale d'Animation.

TABLE DES MATIERES

I - EVALUATION.....	4
1.1. Aspects institutionnels.....	4
1.1.1. Animation locale.....	4
1.1.2. Composante nationale.....	7
1.2. Activités.....	8
1.2.1. L'enquête agricole permanente.....	8
1.2.2 Le système d'information sur les marchés céréaliers (SIM).....	14
1.2.3 Le système d'information sur les marchés à bétail.....	17
1.2.4. Analyse diffusion.....	21
1.3. Gestion du Devis-Programme 1997/1998.....	22
1.3.1. Mise en place des fonds FED et des 67 % de contrepartie nationale du DP 97/98.....	22
1.3.2. Niveau d'exécution du Budget au 6/12/1996.....	22
1.4. Mise en oeuvre des conditionalités.....	24
1.4.1. Comité de Sécurité Alimentaire.....	24
1.4.2. Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 81 % dans le Devis-Programme 1998/1999.....	25
1.5. Bonus-Malus.....	25
II - PROGRAMMATION DES ACTIVITES AN V.....	26
2.1. Les enquêtes.....	26
2.1.1. L'enquête agricole.....	26
2.1.2. Le Système d'information sur les marchés à bétail.....	27
2.1.3. Système d'information du marché céréalier (SIM).....	28
2.2 Analyse/Diffusion.....	28
2.2.1 Centrale d'information.....	28
2.2.2 Publication.....	28
2.3. L'Animation locale:.....	29
2.4. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte.....	30

I - EVALUATION

Contrairement aux années passées, l'exercice de programmation a mal été préparé tant sur le plan de la concertation entre les structures du dispositif que sur celui de l'identification des activités et des budgets.

Il semble que les difficultés financières connues dans l'exécution du devis-programme 97/98 et la préparation du recensement ont conduit à négliger la préparation de la future campagne pour ce qui concerne la participation du projet DIAPER.

Cette situation a rendu la tâche de programmation complexe, par l'absence de demandes précises de la part des différents dispositifs ou d'orientation en matière d'activités pouvant être reconduites.

Par contre, pour la première année au Sénégal une inscription financière ferme a été faite sur le budget d'investissement au titre du prochain devis-programme, ce qui constitue un fait encourageant.

1.1. Aspects institutionnels

Sont impliqués dans le dispositif DIAPER:

- Le Ministère de l'Agriculture par:

- sa Direction de l'Agriculture, pour "l'enquête agricole annuelle" réalisée par la Division des Statistiques Agricoles (DISA)
- sa Direction de l'Elevage, pour le « système d'information sur les marchés à bétail »

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour le « système d'information sur les marchés céréaliers ».

1.1.1. Animation locale

L'animation locale est toujours hébergée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire qui a mis à sa disposition deux bureaux.

a) Niveau d'intégration de l'animation locale dans la structure d'accueil et dans la composante nationale

Comme souligné plus haut, les problèmes financiers survenus au cours de cette campagne ont amené une grande défiance vis à vis du dispositifs DIAPER, ce qui a eut comme conséquence une certaine "mise au ban" de l'animateur et a rendu sa tâche tant technique qu'administrative plus difficile que par le passé.

Cependant, il conserve une grande confiance de la part des autorités supérieures qui pilotent le programme (Ordonnateur National, Délégation de l'Union Européenne, Ministère de

l'Agriculture).qui reconnaissent son professionnalisme et les efforts faits dans le domaine de la sensibilisation à la prise en charge par l'Etat du dispositif de collecte.

Il semble que ce dernier, aurait pu mettre à profit ce capital pour poursuivre les actions engagées, malgré les conditions difficiles d'exécution. Son travail depuis quelques mois est donc en retrait par rapport à celui jusqu'à présent fourni. Le risque est donc grand pour l'animateur de se voir marginaliser par rapport aux activités des structures qu'il doit appuyer.

La mission recommande à l'animateur de reprendre son action dans les domaines clefs identifiées pour la prochaine programmation:

- *Analyse / diffusion*
- *internalisation financière et technique.*
- *officialisation du CSA*
- *dynamisation de la composante nationale*

b) Moyens de travail

Le véhicule de l'Animation est pratiquement hors d'usage et ne lui permet juste de réaliser ses déplacements à l'intérieur de Dakar. Il est par ailleurs correctement équipé.

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauvegarde)	Affectation (lieu, tâches)
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Animateur local
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Secrétaire comptable
Portable Compaq 486				Animateur local
Imprimante HP	laser			Animateur local
Imprimante Epson	matricielle			Secrétaire comptable
Imprimante Canon	BJ jet d'encre			Animateur local

Autre matériel de bureau (DIAPER III)

Type	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1 Photocopieur Canon NP 1550	bon	Animateur local	
Télécopieur	bon	Animateur local	
1 Climatiseur	bon	Animateur local	

c) Activités durant le projet

L'analyse de ses activités, au cours de DIAPER III, indique la répartition suivante:

Appui global (technique organisationnel) aux enquêtes dont: 45 % du temps

appui à la publication	30 %
appui au traitement	25 %
appui aux missions de supervision	25 %

appui méthodologique (fiches, manuels)	15 %
appui à l'organisation (concertation, administration,...)	15 %
Appui à la coordination statistique (animation composante nationale, Coordination régionale)	10 %
Appui dans le domaine institutionnel (négociation des textes de création des structures)	10 %
Gestion administrative et financière du projet (devis-programme, financement des activités, ...)	35 %

Ces activités ont vu une évolution nette au cours de l'exécution du projet, si sur les deux premières années, elles ont concerné essentiellement des activités de coordination statistique, les deux suivantes ont plus été consacrées à des activités d'appui technique (traitement des données, publication, diffusion).

d) Activités durant le devis-programme 97/98.

Malgré une aide encore présente en matière de traitement des données (enquête agricole et SIM), l'activité de l'animateur a surtout porté sur:

- la prise en charge financière de la contrepartie nationale
- l'institutionnalisation du Comité de Sécurité Alimentaire.

Le grand manque concernant les activités de l'animation concerne la mise en oeuvre de résolutions adoptées lors de l'atelier sur l'analyse / diffusion de Ouagadougou, ce qui n'a pas permis d'identifier clairement un plan de diffusion national.

La mission recommande de poursuivre les efforts entamés sur les points institutionnels, notamment:

- *la confection d'un dossier (en liaison avec l'ordonnateur national et la Direction de l'Agriculture) de présentation des coûts de l'enquête agricole permanente qui doit permettre une inscription plus pérenne d'un budget identifié de prise en charge. Ce dossier pourra s'appuyer sur les esquisses d'analyse financières réalisées lors de l'atelier de Bamako et devra mettre en avant les produits obtenus grâce au dispositif (publications).*
- *la poursuite de l'appui à la création d'un véritable CSA. Cette activité faisant partie des objectifs prioritaires de la FAO avant la fin de son appui à la CASPAR au travers du projet Alerte Rapide, des synergies de pressions peuvent faire aboutir rapidement ce dossier.*

Concernant le plan de diffusion, la mission recommande que soit organisées rapidement les différentes concertations entre les producteurs actuels de bulletins sectoriels afin de dégager une option nationale en terme de contenu et de fréquence des bulletins de conjoncture sur la sécurité alimentaire.

1.1.2. Composante nationale

La nature, la composition et les activités de la composante n'ont pas évolué durant le déroulement du projet DIAPER III, il s'agit d'un cadre de concertation technique chargé de la production coordonnée de données statistiques en matière de Sécurité alimentaire, la Composante Nationale existe au Sénégal et fonctionne surtout à travers son « noyau dur » composé des Directions de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Prévision et de la Statistique et du Commissariat à la Sécurité Alimentaire.

Le chef de file de cette structure est la Direction de l'Agriculture du Ministère de l'Agriculture et plus précisément le Chef de la Division des Statistiques Agricoles (DISA).

La Composante Nationale fonctionne assez régulièrement selon un calendrier lié à la sortie des prévisions de récoltes et des résultats définitifs et donc aux activités de la DISA.

A ce jour, n'ayant pas d'existence officielle, les réunions se font de façon informelle sur convocation du Directeur de l'Agriculture. La Composante Nationale a tenu cette année deux réunions.

Capacité de coordination à la production des informations statistiques

Les activités de la composante sont encore très liées aux activités de l'enquête agricole permanente. Il est d'ailleurs intéressant de noter que dans le cadre du projet SISAR un groupe similaire est en train d'être réorganisé, ce qui prouve d'une part la nécessité ressentie d'une amélioration de la coordination et d'autre part le caractère trop restreint des activités actuelles de la composante.

La mission recommande qu'à partir de l'expérience de l'animateur local dans le domaine de l'animation de la composante nationale, ce dernier puisse apporter un appui à la CASPAR pour formaliser les attributions de ce qui deviendra le comité de coordination de l'information sur la sécurité alimentaire. Il s'agit notamment:

- *de voir dans quelle mesure ce réseau peut être officialisé à travers un texte*
- *d'organiser son travail dans le domaine de la coordination*
- *de voir ses attributions clarifiées vis à vis du futur Conseil National de Sécurité Alimentaire (Cf. Chap1.4)*

NB: le déficit en terme de coordination et de programmation des activités est flagrant au niveau de l'exercice de programmation. Contrairement à d'autres composantes où l'arbitrage en terme de demandes d'activités ou de budgets sont réalisés à travers la réunion de la composante nationale, les différentes structures se remettent entièrement à l'animateur local pour la préparation de la programmation (voire à la mission ECA comme c'est le cas cette année).

1.2. Activités

Trois enquêtes sont actuellement soutenues par le projet DIAPER:

- « l'enquête agricole annuelle » réalisée par la Division des Statistiques Agricoles de la Direction de l'Agriculture (DISA/DA),
- « l'enquête suivi des marchés céréaliers » réalisée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire dans le cadre du système d'information sur les marchés,
- « l'enquête suivi des marchés à bétail » réalisée par la Direction de l'élevage dans le cadre du système d'information sur les marchés.

1.2.1. L'enquête agricole permanente

L'enquête agricole annuelle vise à recueillir des informations structurelles (démographie, équipements, intrants, etc...) et conjoncturelles (superficies emblavées et rendements des principales cultures pratiquées, stocks paysans) sur les exploitations agricoles afin d'établir des prévisions de récoltes céréalières et d'estimer les productions agricoles définitives.

Compte tenu :

- des nombreux problèmes financiers survenus dans le déblocage des fonds (contreparties Etat et FED décaissées fin 97, début 98),
- de la préparation par la DISA du recensement agricole qui a mobilisé une grande énergie de la part des cadres.

L'enquête cette année s'est déroulée dans une conception minimaliste et son exécution a souffert du manque de moyens. Ce qui s'est traduit par l'impossibilité de mise en oeuvre de certaines recommandations en matière de contrôle et de traitement.

Quoiqu'il en soit, les résultats tant provisoires que définitifs ont été fournis.

1) Ressources humaines

La DISA est maître d'oeuvre de l'enquête. Elle bénéficie de l'appui des services décentralisés de la Direction de l'Agriculture. Sur le plan technique, elle bénéficie de l'appui de la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Le personnel utilisé cette année est peu ou prou le même que celui des campagnes passées.

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps			
Enquêteurs à temps partiel	140	140	Agents du MA
Contrôleurs			
Chefs de secteurs agricoles	28	30	Agents du MA
Superviseurs régionaux			
Inspecteurs rég. de l'agriculture	10	10	Agents du MA
Superviseurs nationaux			
Agronomes	2	14	Agents du MA
I T S	1	1	Agent du MA
Informaticiens			
I T S	-	2	Agent du MA
I T A	1	1	Agent du MA

Il n'y a toujours pas de personnel d'enquête propre à la DISA. Les agents enquêteurs et les contrôleurs sont des agents polyvalents du Ministère de l'agriculture qui dépendent des Inspecteurs régionaux de l'agriculture. Le bon déroulement de l'enquête est donc toujours lié d'une part aux priorités définies dans les Direction Départementales de l'Agriculture et d'autre part aux primes fournies aux agents de collecte.

La DISA, en tant que maître d'oeuvre n'a donc qu'une faible marge de manoeuvre par rapport à la qualité du travail fourni par les enquêteurs.

2) Organisation de la collecte - Déroulement de l'enquête - Contrôle

La DISA ne dispose, au niveau central, que d'un véhicule léger en très mauvais état et pas de véhicule pour assurer les missions de supervision. Sur le terrain, ce sont les véhicules des Inspections Régionales et des Secteurs Agricoles qui sont mis à contribution, ce qui n'est pas sans poser des problèmes.

Déroulement de l'enquête

Les stages de recyclage des agents de terrain pas eu lieu cette année compte tenu de la non disponibilité des fonds.

Par ailleurs, l'enquête a du subir quelques adaptations pour pallier le manque de moyens financiers:

- reprise du même échantillon au premier degré (ce qui n'est en soit une mauvaise option) et tirage dans les listes des exploitations établies lors de la précédente campagne.
- adoption d'un questionnaire par interview pour la mesure des productions prévisionnelles, en remplacement du comptage des épis.

Il semble que le questionnaire par interview a permis d'obtenir des résultats assez proches des résultats définitifs. Etant par ailleurs utilisé dans d'autres dispositifs, il ne met pas en cause fondamentalement la fiabilité de l'enquête.

Contrôle

C'est le gros point noir dans l'exécution de l'enquête pour la campagne 1997/98, car en dehors du contrôle habituel réalisé par les contrôleurs, il n'y pas eu :

- de mise en place du nouveau dispositif de contrôle adopté à l'issue de la formation des contrôleurs qui s'est déroulé en Février 97
- de mission de supervision de la part de l'équipe centrale.

Concernant le contrôle, un des résultats de la formation a été de montrer, à travers la lecture des fiches d'évaluation, que même si les contrôleurs reconnaissent le bien fondé des opérations, ils n'étaient pas prêts à assumer ce rôle par manque de temps et de moyen.

Cette situation a du donc logiquement rendre la tâche d'apurement des fichiers plus complexe que d'habitude et explique peut être en partie le taux de couverture plus faible que les années antérieures.

3) Technique d'enquête -et résultats

La méthode est restée globalement la même et ce pour la dernière campagne avant le recensement agricole. A l'issue de ce travail, un nouveau format d'enquête agricole permanente devrait voir le jour qui comprendra certainement des changements importants en terme de plan de sondage.

NB: Si le budget du projet DIAPER III a été intégré à celui du recensement, notamment pour la prise en charge de l'enquête production à l'intérieur des activités de recensement, il est surprenant qu'aucune requête n'ait été faite par la DISA une participation plus importante de DIAPER au recensement, ce qui aurait été possible sur la ligne "reprise de l'échantillonnage" de la convention générale.

Plan de sondage

On peut considérer que les **différents problèmes soulevés lors de la précédente mission demeurent**, mais devraient trouver des solutions à l'issue des modifications apportées par le recensement, notamment à travers l'adoption d'une nouvelle base de sondage qui devrait mieux tenir compte des caractéristiques de la population mère.

Méthodologie et type de tirage	Nom	Nombre prévu	Nombre après apurement
Niveau de signification	Départements	28	
Unités du 1° degré	Villages	480	453
Unités du 2° degré	Ménages agricoles (= exploitations)	2 400	2265
Unités du 3° degré			
Carrés de rendement			
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Calcul de précision
Population agricole	pas de mise à jour cette année	Saisie informatique des questionnaires « Village » et « ménage » au niveau national	non
Superficies	mesure des parcelles par arpentage	saisie directe des fiches soit au niveau central, soit au niveau des régions équipées de micro-ordinateurs	
Rendements prévisionnels	interview	idem	
Rendements définitifs	pesées de la récolte des carrés de rendement	idem	
Stocks paysans avant récolte	interview		
Utilisation Intrants	interview	informatique	
Matériel agricole	interview	informatique	
Cheptels	interview	informatique	

Exhaustivité des enregistrements

Le plan de sondage comporte toujours une des lacunes identifiées lors de l'évaluation de l'enquête à savoir l'impossibilité de tirer 5 exploitations dans certain des villages échantillons de taille trop restreinte. Ce qui conduit à un échantillon de 393 villages comportant effectivement 5 exploitations et donc 60 villages dans lesquels moins de 5 exploitations ont été enquêtées. Ce qui ne pose pas de problèmes particuliers si l'on tient compte de ce fait lors de l'extrapolation, mais diminue sensiblement la représentativité globale et donc l'erreur de sondage.

4) Traitements

Saisie

Cette année a vu l'abandon complet des fiches de dépouillement et la saisie directe des fiches d'enquêtes dans un masque de saisie, cependant en absence d'un manuel de saisie complet et documenté ses fonctionnalités son difficilement évaluables notamment en terme de contrôle d'exhaustivité et de cohérence.

Le fait que le masque de saisie fonctionne en "correction directe" et de plus sans "compteur" de correction est doublement dangereux:

- en absence de consignes précises de correction (dans un manuel de saisie) on ne peut pas savoir ce qui prévaut pour l'adoption d'une valeur aberrante ou le remplacement d'une valeur manquante
- l'impossibilité de lister les erreurs corrigées ne permet pas de remonter à la source, ni de localiser avec précision les erreurs les plus fréquentes (qui permet ultérieurement soit la correction des fiches, soit d'insister auprès des enquêteurs sur telle ou telle source d'erreur)

Dans le cas d'une saisie centralisée et concentrée sur un ou deux agents, ceci ne pose de guère de problèmes, par contre si les mesures de décentralisation de la saisie doivent se poursuivre, il deviendra rapidement difficile de contrôler l'apurement des fichiers.

Le système de saisie : traitement est donc encore assez opaque et peut être considéré comme une produit intermédiaire entre le dépouillement manuel effectué jadis et un véritable système de traitement. Par ailleurs un système est en train d'être développé pour les besoins du recensement.

Sans préjuger de la qualité de ce nouveau produit, la mission recommande que les efforts entamés concernant le traitement soient poursuivis dans un souci de transparence des opérations d'apurement:

- *en adoptant soit un système de correction en deux passes, soit des totalisateurs de correction*
- *en formalisant au plus vite le manuel de saisie, ceci afin de mieux former les agents chargés de la saisie au niveau décentralisé.*

Le dispositif sénégalais pourrait s'inspirer du travail réalisé au Mali dans ce domaine et recommande à l'ECA de fournir cette année un cahier des charges des systèmes de saisie à distribuer à l'ensemble des dispositifs.

Calculs de précisions

Ces calculs n'ont pas été réalisés cette année, mais compte tenu du déroulement de l'enquête, ils devraient être en deçà des résultats obtenus habituellement.

NB: Il est fort probable qu'au travers les diverses activités du recensement, l'ensemble des activités de l'enquête va être repris, la mission ne peut donc faire de recommandations spécifiques sinon de veiller au bon déroulement de l'enquête production qui sera effectuée sur un sous-échantillon du recensement ceci afin de garantir la production aux dates requises des données prévisionnelles et des résultats définitifs.

5) Publications

Les résultats des enquêtes permettent notamment à la Direction de l'Agriculture d'établir les rapports examinés par le « Comité des Experts » (qui joue le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire). Ils en constituent même l'essentiel.

a) Publications produites

La Division des Statistiques agricoles a établi cette année et comme par le passé:

- - pour le 15 Octobre un **rapport** sur les « Prévisions de récoltes de la campagne agricole », destiné au Comité des Experts mais qui est diffusé à 50 exemplaires.
- - en Avril une **publication** sur les « Résultats définitifs de la campagne » avec des commentaires qui est diffusé à près de 250 d'exemplaires.

La rapport sur les prévisions de récolte a été cette année diffusé de façon restreinte (50 exemplaires contre 250 l'année dernière) et ce malgré la proposition de l'animateur local de faire de ce bulletin une véritable publication. Il semble qu'il y ait une certaine méfiance de la part du dispositif de diffuser largement les résultats provisoires peut être due aux difficultés rencontrées dans l'exécution de l'enquête.

La publication des résultats définitifs concerne essentiellement la fourniture des données brutes (tableaux accompagnés de quelques commentaires). Toutefois le document est apprécié.

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données (système de sauvegarde)	Affectation (lieu, tâches)
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	1 Streamer	Section informatique
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Section Statistiques
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Section Statistiques
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Centrale d'inform.
Imprimante Epson	matricielle			Section informatique

Imprimante Epson	matricielle			Section Statistiques
Imprimante Epson	matricielle			Section Statistiques
Imprimante Epson	matricielle			Centrale d'inform.
1 micro-ordinateur (1)		1 onduleur	1 Streamer	Centrale d'inform.
1 imprimante laser				Centrale d'informa

(1) Le micro actuellement utilisé par la centrale d'information est transféré à la DISA et le micro acheté au titre du présent DP sera transféré à la CASPAR au titre de l'analyse/ diffusion.

Inventaire du matériel de terrain (DIAPER III)

Le matériel d'enquête est renouvelé assez régulièrement par les deux projets et semble suffisant.

Type	Nombre	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1. Engins à deux roues				
Bicyclettes				
Motocyclettes				
Motos	11	bon		
Motos	14			
2. Matériel de collecte				
Boussoles	82	bon		66 en 1995, 16 en 1996
Jalons de 1 mètre en acier creux	110	bon		achat en 1995
Mètres rubans	91	bon		70 en 1995, 21 en 1996
Balances	86	bon		achat en 1995
Calculatrices programmables HP	32	bon		7 en 1995, 25 en 1996

7) Documentation de l'enquête

Le manuel de l'enquêteur est celui utilisé en 96/97.

Le manuel du contrôleur bien que réalisé lors de la formation du personnel n'a pu être mis en place, il est donc difficile de savoir si les fiches proposées sont opérationnelles ou non. Il est par contre sûr qu'à l'instar d'autres dispositifs, il manque un certain nombre d'indicateurs permettant de quantifier "la puissance de contrôle". L'ajout de quelques colonnes permettant de mesurer le travail accompli, ne devrait pas poser de problèmes.

Il n'existe pas d'autres documents d'enquête, ce qui est regrettable.

8) Evolution du dispositif

Si l'on se réfère aux documents d'évaluation des années passées, le dispositif sénégalais n'a que peu évolué au cours de DIAPER III (peu de recommandations émises ont été suivies des faits) et les principales améliorations ont souvent été le résultats de travaux exogènes (Animation locale, Experts FAO) et ce malgré une expertise interne assez importante au niveau de la DISA (en tout cas supérieure en nombre à beaucoup de dispositifs de la sous-région). Il est vrais, aussi, que depuis 3 ans les statistiques agricoles sont beaucoup focalisées sur la réalisation du recensement agricole.

1.2.2 Le système d'information sur les marchés céréaliers (SIM)

L'enquête vise à collecter et diffuser les prix des céréales pratiqués sur les principaux marchés du pays. Elle inclut également les prix des légumineuses.

Elle est réalisée par le **Commissariat à la Sécurité Alimentaire** rattaché à la Primature, et plus particulièrement par sa Cellule d'Etudes et d'Informations.

Cette cellule gère les activités menées dans le cadre du suivi des Groupes et Zones à risque (ZAR) et depuis le mois de Juin elle fournit les données pour la Cellule de Gestion et de Surveillance des Marchés du Riz (GCSMR) qui est rattachée au Cabinet du Ministre du Commerce et de l'Artisanat.

Le financement de l'activité par DIAPER III a toujours posé un problème dans la mesure où le dispositif a pu régulièrement disposer de fonds en provenance du CSA. Cette campagne encore une petite partie du budget DIAPER III devrait être utilisée (la récente mise à disposition des fonds n'a pas encore permis de faire un état financier des dépenses engagées à régulariser).

Le fait que le CSA intervienne dans le financement de cette activité doit normalement accroître le taux de participation de l'Etat Sénégalais au dispositif, mais le décalage dans la budgétisation provoque une immobilisation inutile de fonds.

1) Ressources humaines

Les ressources humaines sont identiques à celles de l'an passé, il s'agit:

- de 9 Inspecteurs régionaux
- de 18 Inspecteurs régionaux adjoints

qui assurent le travail d'enquête et de supervision terrain.

Au niveau central, le travail est réalisé par les 3 cadres de la cellule qui assurent, la saisie, et le traitement des données

2) Organisation de la collecte - Déroulement de l'enquête - Contrôle

Les enquêteurs effectuent un passage par semaine sur les différents marchés. Ils parcourent le marché et observent les transactions effectuées (quantités et prix). Ils constatent les prix pratiqués qui sont paraît-il assez homogènes. Ponctuellement, pour contrôle, ils achètent eux-mêmes.

En fin de marché, ils questionnent les acheteurs et les vendeurs. Il n'y a aucune pesée mais en pratique les échanges se font par référence au système métrique sur les gros marchés. Cependant, la multitude des Unités de Mesures Locales sur certains marchés rendent les conversions incertaines dans la mesure ou il n'existe pas de tarage fréquent de ces unités. Dans la mesure ou les enquêteurs peuvent acheter des produits pour contrôle, il est bizarre qu'ils n'effectuent pas au moins quelques mesures de conversion.

La mission recommande que soit étudié, la mise au point d'un système de tarage régulier (au moins une fois par an) des différentes unités de mesures locales, à partir des achats réalisés par les enquêteurs

L'enquêteur prend note de ce qu'il observe sur des feuilles ou carnets à sa convenance. De retour au bureau à la fin du marché, il fait une synthèse de ses relevés que l'Inspecteur régional reporte sur la « fiche de relevés ».

Ces fiches de relevés sont envoyées par fax ou téléphone au service central à Dakar chaque Jeudi. Elles y sont traitées informatiquement.

Contrôle

Le contrôle est effectué sur le terrain par les Inspecteurs régionaux du CSA et les cadres de la cellule centrale au cours de missions, la supervision est assurée par les cadres de la cellule centrale.

3) Technique d'enquête - Questionnaires - Méthodes de mesures et d'estimation

L'enquête est réalisée sur 45 marchés (dont 4 à Dakar) répartis dans les 10 régions. Il s'agit de marchés ruraux hebdomadaires et de marchés quotidiens dans les villes.

Les marchés ruraux fonctionnent en deux temps. Le matin, jusqu'à midi, les transactions se font essentiellement entre producteurs et collecteurs (1/2 grossistes). Après midi les transactions concernent les collecteurs et les grossistes. On peut donc considérer les prix observés dans la matinée comme des prix au producteur et les prix pratiqués au cours de la deuxième étape comme des prix de 1/2 gros ou de Gros, suivant l'importance des transactions (moins ou plus de 50 kgs).

Sur les marchés urbains il s'agit de prix au consommateur.

Ceci explique que l'on trouve systématiquement dans les publications des prix à la production et des prix à la consommation et parfois des prix de 1/2 gros.

Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	- ruraux hebdomadaires - marchés urbains quotidiens	41 4	41 4
Produits concernés	céréales	14	14
Fréquence des enquêtes	hebdomadaires		
Durée de l'enquête	toute l'année		
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Archivage
Prix au détail (marchés ruraux)	observation et interview	informatique	
Prix de 1/2 gros (marchés ruraux)	observation et interview	informatique	
Prix au consommateur (marchés urbains)	observation et interview	informatique	

4) Traitements

Le traitement est toujours réalisé de la même façon et il n'existe pas à proprement parler de système de saisie qui permette de réaliser certains tests de contrôle. Cependant, le personnel de saisie étant le même que le personnel de traitement et de plus en très petit nombre cela ne pose pas de problème particulier.

5) Publications

Le résultats sont largement publiés. La diffusion est semblable à celle réalisée l'an dernier. Une des lacune toujours présente est le manque de référence dans les analyses aux séries longues alors que l'on dispose de ces données depuis 1988.

La mission recommande:

- *que soit élaborée une publication analysant les séries décennales sous l'angle des grandes évolution du marché et des décisions tant économiques que politiques prises au cours de la décennie*
- *que les publications mensuelles, fassent plus référence à ces séries (comparaisons inter-annuelles).*

INTITULE		Rapport hebdomadaire (SIM)	
DATE DE PUBLICATION		chaque Jeudi	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		15	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		Commissariat à la Sécurité Alimentaire	
COÛT DE PUBLICATION		non chiffré (il s'agit d'un rapport de 3 feuillets photocopié par le CSA)	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Présentation sommaire des résultats	commentaire (1/2 page)	très bonne	diffusée dans des délais très courts
Prix par marché de 7 produits par origine.	tableaux	très bonne	

INTITULE		Rapport mensuel sur les prix des céréales locales et des légumineuses	
DATE DE PUBLICATION		avant la fin du mois suivant la période de référence	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		80	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		Commissariat à la Sécurité Alimentaire	
COÛT DE PUBLICATION		non chiffré (il s'agit d'un rapport de 9 pages photocopiés par le CSA)	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Analyse des résultats	Commentaire et graphiques	Très bonne	A noter la ponctualité de la parution de ce rapport
Prix moyens par région - prix au producteur - prix au détail - prix importés de 7 produits	Tableaux (4 pages) avec rappel du mois précédent et du mois correspondant de l'année précédente	Très bonne	

INTITULE		Rapport annuel 199./199. (SIM)	
DATE DE PUBLICATION		Juin 199. (6 mois après la fin de l'année)	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		80	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		Commissariat à la Sécurité Alimentaire	
COÛT DE PUBLICATION		non chiffré (il s'agit d'un rapport de 28 feuillets photocopiés par le CSA)	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
Rappel méthodologique succinct	Commentaires (4 pages)	bonne	
Situation des marchés en 199./199.	Commentaires et graphiques (7 pages)	très bonne	
Fonctionnement de l'enquête SIM	Commentaires (9 pages)	bonne	Cette partie est comme un rappel méthodologique et un compte rendu d'activités

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

La seule intervention de DIAPER III consiste en l'achat d'un photocopieur.

7) Documentation de l'enquête

Il existe un manuel unique, à la fois manuel de l'enquêteur, du contrôleur, de saisie et de traitement des données.

1.2.3 Le système d'information sur les marchés à bétail

L'enquête a pour ambition de régulariser le marché de bétail et de viande à travers une grande transparence des prix pratiqués. Elle est réalisée par le Bureau des Statistiques de la Direction de l'Elevage. Aucun organisme n'intervient au niveau de cette enquête.

1) Ressources humaines

Le Bureau des Statistiques de l'Elevage comprend un Chef de bureau et deux collaborateurs (dont 1 en formation), ingénieur des travaux de l'élevage. Cette année le superviseur national est en outre parti pour 9 mois en formation, ce qui a provoqué des retards encore plus importants dans le traitement et la diffusion de l'information. L'enquête utilise les services de 18 enquêteurs, agents des services de l'élevage, (4 pour le seul marché de Dakar qui est journalier et important).

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps			
Enquêteurs à temps partiel	18	18	budget de l'Etat
Contrôleurs :			
Chefs des services départementaux de l'élevage	14	10	budget de l'Etat (à temps partiel)
Superviseurs régionaux			
Superviseurs nationaux	2	2	budget de l'Etat
Agents de dépouillement/saisie et de traitement	1	1	budget de l'Etat

2) Organisation de la collecte - Déroulement de l'enquête - Contrôle

L'enquête porte sur 15 marchés, 14 marchés hebdomadaires et 1 marché quotidien (Dakar).

Le questionnaire de l'enquête comporte deux fiches. L'une concerne les bovins, l'autre les petits ruminants. L'information recueillie porte essentiellement sur les prix par observation des transactions effectuées. On se limite au suivi de 50 transactions par marché (il est rare qu'il y en ait davantage), l'enquêteur ne pouvant pratiquement en faire plus.

Déroulement de l'enquête

Les fiches sont transmises par le canal des chefs des services régionaux de l'élevage au service central.

Dans le cadre du projet PARC (lutte contre la peste bovine) financé par le FED, 10 fax ont été installés au niveau des services régionaux de l'élevage. L'utilisation de ces fax pour l'envoi des fiches est déjà un progrès sans il reste le problème des marchés éloignés des centres régionaux.

A l'instar de ce qui est fait dans le même cas au Burkina Faso, la mission recommande d'ajouter une ligne de crédit concernant la transmission des données des marchés au service régionaux (intéressement de transporteurs par exemple).

Contrôle

Le contrôle est effectué par les Chefs des Services régionaux de l'élevage.

Bien que le nombre de tournées de supervision soit assez faible, il semble que l'ancienneté des enquêteurs permette d'obtenir des données sans trop d'erreur (hormis sur certains marchés).

3) Technique d'enquête - Questionnaires - Méthodes de mesures et d'estimation

Les questionnaires

Le questionnaire de l'enquête comporte deux fiches. L'une concerne les bovins, l'autre les petits ruminants.

Les fiches comportent essentiellement des renseignements sur:

- les caractéristiques des animaux vendus
- les acteurs de la transaction
- le poids des animaux
- le prix de animaux sur pieds

Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	- quotidien (Dakar)	1	1
	- hebdomadaires	14	14
Produits concernés	bovins petits ruminants		

Fréquence des enquêtes	- relevés quotidiens (Dakar) - relevés hebdomadaires sur les autres marchés		
Durée de l'enquête	toute l'année		
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Archivage
Caractéristiques des animaux vendus	observation		
Poids des animaux	?	informatique (SP6)	
Prix de animaux sur pieds	observation		
Prix de la viande	non		

Méthodes de mesures et d'estimation

Les poids des bovins devaient être mesurés à l'aide de rubans barymétriques, mais il semble que cette mesure ne soit pas effectuée et que l'on se contente de décrire les caractéristiques des animaux.

On calcule le poids moyen et le prix moyen par marché obtenu par moyenne simple des observations faites. Les résultats sont donnés par espèces et par marchés d'une part, par catégories d'animaux et par marchés d'autre part.

4) Traitements

Les fiches sont intégralement saisies avec SP6 au niveau central.

Il existe un contrôle manuel des fiches saisies permettant un suivi de l'exhaustivité des données, cette dernière est bonne et de l'ordre de 98 %, par contre ce taux est obtenu au bout de quelques mois.

5) Publications

Les résultats sont publiés mensuellement avec deux bons mois de retard dans un bulletin appelé « suivi des marchés à bétail ». On ne peut faire plus vite tant que ne sera pas résolu le problème de transmission des fiches d'enquêtes.

Il n'y a pas de communiqués par voie de presse ou par radio, les délais d'obtention des résultats ne le justifiant pas pour l'instant.

Dans la mesure où ce problème serait résolu, la mission recommande que soit étudié en liaison avec l'animateur local les possibilités de diffusion régulière des mercuriales.

NB: La coexistence de deux dispositifs (SIM bétail, SIM céréales) même si elle s'explique de part l'origine des dispositifs et la nature du personnel du personnel employé, ne justifie en rien le fait que ces informations soit "rendues publiques" de manière séparée, car elles constituent deux facettes d'un même problème (l'accessibilité aux denrées agricoles). Ceci est vrai au Sénégal mais aussi dans pratiquement tous les pays du CILSS. Il semble qu'au niveau de la diffusion rapide des prix (radio, journaux, télévision) des synergies pourrait être trouvées pour ce cette information parvienne d'un bloc au consommateur.

INTITULE		Suivi des marchés à bétail	
DATE DE PUBLICATION		Mensuelle (la dernière livraison date d'Octobre 1997)	
NOMBRE D'EXEMPLAIRES DIFFUSES		150	
RESPONSABLE DE PUBLICATION		Direction de l'Elevage Bureau des Statistiques de l'Elevage	
COÛT DE PUBLICATION		2 784 000 frs CFA	
Sommaire	Type de présentation	Qualité de présentation	Observations
- Effectifs présentés (offre)	tableau	bonne	Comparaisons avec le mois passé et le mois de l'année précédente
- Heures d'affluence	tableau	bonne	Comparaison avec le mois passé
- Types de vendeurs	graphiques	moyenne	(1)
- Causes de vente du bétail	graphiques	moyenne	(1)
- Types d'acheteurs	graphiques	moyenne	(1)
- Catégories et état corporel	graphiques	moyenne	(1)
- Prix du bétail et de la viande	tableaux par catégories	bonne	

De grandes améliorations sont encore possibles sur le fond comme sur la forme, notamment les graphiques et l'extraction du texte (en général assez compact) de l'information pertinente.

Par ailleurs, les conditions de publication doivent être revues car dans le cas où la note de conjoncture de sécurité alimentaire est produite, elle devrait reprendre une bonne partie des analyses faites dans le bulletin mensuel dès lors que le SIM bétail devrait orienter ses efforts de diffusion vers la diffusion rapide (hebdomadaire) et l'analyse des tendances (semestre, année).

6) Matériels acquis au titre de DIAPER III

Inventaire du matériel de bureau (DIAPER III)

Ordinateurs (type processeur)	Equipement (Ram DD)	Sécurité électrique (existence onduleur)	Sécurité données système de sauvegarde)	Affectation (lieu, tâches)
1 Compaq 486 DX/33	4 Mo RAM 200 Mo DD	Onduleur	non	Bureau des Statistiques de l'Elevage
Imprimante HP	laser			BSE

Inventaire du matériel de terrain (DIAPER III)

Type	Nombre	Etat	Affectation (lieu, tâches)	Observations
1. Engins à deux roues				
Bicyclettes				
Motocyclettes				
Motos	4		Bureau des Statistiques de l'Elevage	
2. Matériel de collecte				
Calculatrices scientifiques	18	bon	Bureau des Statistiques de l'Elevage	achat en 1995

7) Documentation de l'enquête

Il existe un guide de remplissage des questionnaires mais pas de manuel de traitement des données. Il faut dire que c'est le responsable de l'enquête qui s'en charge.

1.2.4. Analyse diffusion

Elaboration du plan de diffusion

Comme souligné précédemment, le travail de réflexion qui devait être mené à l'issue de l'atelier de Ouagadougou n'a pas eu lieu. Ceci a bien sur son origine dans les problèmes de relation entre l'animateur local et les structures du dispositif suite aux problèmes financiers rencontrés, mais aussi il faut bien le dire dans un problème de relation fonctionnelle entre deux projets qui ont pourtant peu ou prou les mêmes objectifs à savoir DIAPER et le projet SISAR de la FAO.

Si au niveau supérieur, la complémentarité des actions semble un fait acquis, il semble qu'il existe encore des différents pour une exécution conjointe d'activités d'appui.

En effet, la structure identifiée pour jouer le rôle de cellule d'analyse est la CASPAR dont le mandat au sein de la Direction de l'Agriculture est justement la centralisation et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire. Cette cellule est actuellement constituée d'une part avec du personnel fonctionnaire de l'Etat (2 cadres) et d'autre part avec une personnel d'appui technique mis en place par le projet. A terme ce personnel doit être entièrement internalisé via la mise à disposition de personnel fonctionnaire (au plus tard en Juin 99, ce qui correspond à la fin des appuis tant DIAPER que SISAR). Il est donc urgent pour la CASPAR de devenir une unité vraiment fonctionnelle et de profiter au maximum des apports respectifs des deux projets.

La mission recommande tout particulièrement à l'animateur local d'entamer un véritable dialogue avec cette structure afin de dégager une approche coordonnée des actions notamment dans les domaines suivants:

- *amélioration des publication et identification du plan global de diffusion (la CASPAR fournit actuellement un bulletin mensuel sur 4 pages qui pourrait grandement être amélioré).*
- *identification du personnel interne en vue de sa participations aux différentes formation prévues au niveau régional dans le domaine de l'analyse et la diffusion.*

Beaucoup de travail reste donc à faire si le Sénégal veut combler le retard pris par rapport à d'autres dispositifs du CILSS.

La centrale d'information

A l'issue de l'atelier de Ouagadougou, la centrale d'information devait être transférée de la DISA à la CASPAR, même si cette décision a été difficilement admise par la DISA, il n'existe plus de problèmes particuliers pour son transfert.

Parallèlement, la CASPAR a développé une base de données dont 90 % des champs recoupent ceux de l'actuelle centrale. Ce qui donnera au final deux bases de données à peu près semblables dans leurs fonctionnalités et leur finalité.

Il est sûr qu'à à terme, la plus pratique d'un point de vue informatique sera retenue, cependant la mission recommande que dans le cas d'une adoption de la centrale en cours de développement par la CASPAR, le problème de concordance des nomenclatures soit étudié de très près. En effet, une des fonctionnalités de la centrale DIAPER est l'agrégation aisée au niveau régional de l'ensemble des variables, il conviendrait dans le cas d'adoption de nomenclatures différentes de créer des filtres permettant le passage du national au régionale de façon aisée.

1.3. Gestion du Devis-Programme 1997/1998

1.3.1. Mise en place des fonds FED et des 67 % de contrepartie nationale du DP 97/98

La contrepartie nationale a été obtenue cette année lors d'un remaniement budgétaire intervenu à l'automne par la réallocation d'un budget de 35.000.000 Fcfa en provenance de l'enveloppe de l'UPA (Unité de Politique Agricole). Ce qui a permis aux fonds FED d'être libérés fin Octobre (15/09).

Par contre, compte tenu, de la date tardive d'allocation seuls 18.000.000 Fcfa ont pu être utilisés avant la clôture du budget (31/12/97) et le principe du report des 16.000.000 restants admis au titre de l'exercice 98.

1.3.2. Niveau d'exécution du Budget au 6/12/1996

Au passage de la mission les niveaux d'exécution étaient donc très faibles sur toutes les enquêtes ainsi que pour l'animation locale qui n'a pas comme par le passé participé aux différentes missions de supervision puisqu'elles n'ont pas eut lieu. Dans le même ordre d'idée, le budget de diffusion est aussi peu utilisé compte tenu des retards considérables dans la diffusion des bulletins SIM et la diffusion restreinte des résultats provisoires.

RUBRIQUE	PREVUS			MEMOIRE N° 2		RELIQUATS		RELIQUATS	
	FED	CONT. NAT.	TOTAL	FED	CONT. NAT.	FED	CONT. NAT.	CONT. NAT.	TOTAL
I. ENQUETE AGRICOLE									
1.1 OPERATION DE COLLECTE									
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE	11,002,332	22,338,068	33,340,400	1,820,000	14,490,764	9,182,332	7,847,304		17,029,636
1.2 EQUIPEMENT			0			0	0	0	0
1.2.1 MATERIEL INFORMATIQUE	3,550,000		3,550,000	3,545,575	0				0
TOTAL EQUIPEMENT	3,550,000		3,550,000	3,545,575	0				0
TOTAL ENQUETE AGRICOL	14,552,332	22,338,068	36,890,400	5,365,575	15,519,064	9,186,757	6,819,004		16,005,761
II. SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES			0	0	0	0	0	0	0
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE	2,656,500	5,393,500	8,050,000	0	0	2,656,500	5,393,500		8,050,000
TOTAL S.I.M.	2,656,500	5,393,500	8,050,000	0	0	2,656,500	5,393,500		8,050,000
III. SUIVI DES MARCHES A BETAIL			0	0	0	0	0	0	0
3.1. OPERATION DE COLLECTE			0	0	0	0	0	0	0
TOTAL SUIVI DES MARCHES	2,639,604	5,359,196	7,998,800	0	3,598,800	2,639,604	1,760,396		4,400,000
IV. ANIMATION NATIONALE DU PROJET			0			0	0	0	0
TOTAL ANIMATION	22,840,100	-	22,840,100	9,152,945	-	13,687,155	-		13,687,155
TOTAL DEVIS-PROGRAMME 1997/1998	42,688,536	33,09,764	75,779,300	14,518,520	19,117,864	28,170,016	13,972,900		42,142,916

Compte tenu de ce faible niveau d'exécution et du fait que l'enquête agricole est maintenant achevée, il convient que l'animateur local puisse apurer les comptes et régler les différentes dépenses engagées pour mener à bien les opérations.

Il devrait exister, cependant, un reliquat important sur les postes suivants:

Enquête agricole

Frais de mission de la supervision nationale	517.500
Carburant pour mission de supervision	409.500
Recyclage des agents de collecte	4.180.000
Total	5.107.000

SIM céréales inconnu (1)

SIM bétail (inconnu)

(1) La mission n'a pas pu faire un état financier approximatif des dépenses engagées par les SIM, de plus il reste encore quelques mois de travail sur le présent DP.

En conséquence, la mission recommande:

- *qu'un état financier actualisé soit fourni à l'ECA avant la tenue du Comité Directeur en essayant de dégager le reliquat probable de fin de campagne*
- *que ce reliquat fasse l'objet d'un avenant qui concernera la budgétisation de la campagne 98/99*
- *que soit donc tenu compte au niveau de la programmation budgétaire de l'existence de ces reliquats.*

1.4. Mise en oeuvre des conditionalités

1.4.1. Comité de Sécurité Alimentaire

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture (Ordonnateur National du FED), a désigné le Comité des Experts (créé en 1987 pour évaluer la situation alimentaire nationale et qui se réunit régulièrement) comme jouant le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire.

Un projet de décret portant création d'un Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA) est actuellement introduit pour signature dans le but de relever le niveau de représentativité décisionnelle de ce cadre de concertation politique.

Le Comité des Experts, présidé par le Directeur de l'Agriculture, fonctionne actuellement avec les représentants

- des structures nationales directement concernées (Primature, Ministère de l'Agriculture, Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Direction de la prévision et de la Statistique, Direction du Commerce Intérieur)
- des donateurs (PAM, FED, FAO, USAID, Ambassades du CANADA et des Pays-Bas)

- de structures associées (DIAPER, CILSS, DISA, Cellule Agro-Sylvo-Pastorale d'Alerte Rapide (DA).

La situation n'a donc que peu évolué au cours de DIAPER III, le Comité des Experts ne joue qu'un rôle de concertation au moment de la parution des bilans prévisionnels et définitifs et ne constitue pas le rouage politique essentiel prévu dans la convention de financement en terme d'orientation et de définition de politiques à court, moyen et long terme.

Tant pour les instances supérieures de l'Etat, qu'au niveau de la FAO, la nécessité de doter le Sénégal de ce type de structure est reconnue, mais la mise en oeuvre reste assez longue.

1.4.2. Dispositions prises et/ou envisagées pour la prise en charge des opérations de collecte par l'Etat à hauteur de 81 % dans le Devis-Programme 1998/1999

Suite aux nombreux problèmes intervenus cette année, une inscription d'un montant de **35.000.000** Fcfa a été faite sur le budget d'investissement du Ministère de l'Agriculture pour les années 1998 et 1999.

Cette inscription faite à partir des sommes demandées pour couvrir les 67 % du présent DP, ne couvre que partiellement les frais de collecte de l'année prochaine, mais constitue un engagement de fait, ce qui est nouveau pour le Sénégal.

Compte tenu du mode de budgétisation d'un Etat (basé sur les dépenses du précédent exercice), la mission recommande que le dossier de requête pour une inscription définitive des frais de collecte soit élaboré avec le plus grand soin, cela passe par une formalisation réaliste des différents postes budgétaires et la nécessité pour les structures bénéficiaires de passer d'une culture "projet", à une culture "subvention nationale".

Si cette "révolution" est sentie comme une nécessité par les autorités supérieures, son application risque d'être plus problématique vis à vis du personnel de terrain et d'encadrement.

1.5. Bonus-Malus

Le Sénégal n'a cette année présenté aucune requête particulière dont le financement aurait pu être placé au titre du Bonus / Malus. De plus les activités du recensement de l'Agriculture font qu'il est inutile de vouloir ajouter des actions à un programme qui sera déjà chargé.

II - PROGRAMMATION DES ACTIVITES AN V

2.1. Les enquêtes

Trois enquêtes ont été retenues et pourront bénéficier du financement DIAPER cette année. Il s'agit des mêmes enquêtes retenues sur le DP 97/98 à savoir:

- l'enquête agricole menée par la Division des Statistiques Agricoles (DISA);
- le suivi des marchés à bétail exécuté par la Direction de l'Elevage;
- et le suivi des marchés céréaliers qui est une activité du SIM au niveau du Commissariat de Sécurité Alimentaire.

2.1.1. L'enquête agricole

Cette enquête sera intégrée cette année au recensement agricole dont les opérations de terrain ont commencé depuis juin 1997. Comme dans les années antérieures, elle couvrira tout le pays et sera exécutée régulièrement par la DISA/DA.

Dans le cadre du recensement, il sera effectué un prédénombrement des populations rurales et de leurs activités. Par la suite, un échantillon de 6.000 exploitations sera tiré et suivi. Ceci permettra à la fin, de mettre en place un système permanent de statistiques agricoles capable de produire régulièrement des données fiables, plus complètes et pertinentes pour les décideurs. Le recensement bénéficiera de multiples financements provenant du Gouvernement sénégalais (1.456.875.000 frs CFA dont 330.931.000 de l'Union Européenne par le biais du Fonds Commun), des Pays Bas (2.082.882 \$EU), de l'USAID (376.750 \$EU) et de DIAPER (112.578.000 frs CFA). La contribution de DIAPER a été estimée sur la base de ses apports dans les différents devis programmes exécutés (équipements fournis pouvant être mobilisé) et du DP de la présente programmation.

Améliorations méthodologiques :

Si le recensement porte sur un échantillon de 6.000 exploitations, l'enquête agricole en sera un sous échantillon de 2.400 exploitations mais avec un questionnaire plus étoffé comportant également les variables suivies dans le cadre de l'enquête décrue et horticole. Le plan de sondage, l'échantillon, la méthodologie de l'enquête agricole annuelle, de même que le questionnaire, les manuels, le plan de tabulation et les programmes de saisie et de traitement informatique seront entièrement rénovés à la fin des travaux qui interviendra dans le troisième trimestre de l'an 2.000..

Moyens à mettre en oeuvre:

Les moyens à mettre en oeuvre dans le cadre de DIAPER sont dictés par les objectifs du projet à savoir l'internalisation et la diffusion dans les meilleurs délais des prévisions et des résultats définitifs de l'enquête agricole. C'est ainsi que, comme dans les années antérieures, les opérations de collectes au niveau des 2.400 exploitations seront entièrement prises en charge par DIAPER afin de garantir à temps la diffusion des estimations prévisionnelles des

productions agricoles. Cependant, compte tenu des difficultés observées dans la mobilisation de la contre partie nationale durant l'exécution du DP 97/98 et du montant inscrit cette année (35 millions dont 20 millions proposés pour l'enquête agricole), un certain nombre de modifications ont été apportées notamment:

- * réaliser sans problème les opérations nécessaires aux prévisions.
- * en cas de mobilisation du restant de la contrepartie nationale, qu'il soit autorisé à l'animation locale en collaboration avec la DISA d'établir un avenant sur les reliquats du DP 97/98 qui ne pourront pas être utilisés. Cet avenant portera uniquement sur le carburant nécessaire au reste des opérations de terrains à mener dans le cadre de l'enquête agricole à savoir récolte et pesé des carrés de rendement et entretien de véhicule de supervision.
- * en cas de non mobilisation de la contre partie nationale, les différentes opérations sus mentionnées pourront être conduites dans le cadre du recensement. Cependant la diffusion des résultats définitifs pourra connaître un sérieux retard;

Enfin, compte tenu du niveau de prise en charge des frais de collecte par la contre partie nationale, les frais de mission ont été portés à un montant arrêté par l'Etat à savoir 15.000 frs par jour pour les cadres et 5.000 frs par jour pour les chauffeurs. Cependant, ces montants ne feront l'objet d'aucune prise en charge par la contribution FED mais uniquement sur la contrepartie nationale.

2.1.2. Le Système d'information sur les marchés à bétail

Améliorations méthodologiques :

Le suivi du marché à bétail est exécuté par la Direction de l'Elevage. Son objectif est la régulation du marché de bétail et de viande à travers une grande transparence des prix pratiqués. L'enquête a une couverture nationale et couvre actuellement 15 marchés. Elle sera reconduite dans sa forme actuelle avec le même dispositif. La méthodologie de même que la taille de l'échantillon ne changeront pas. Cependant, la transmission des fiches sera améliorée afin de permettre au SIM bétail de diffuser à la radio les informations collectées.

Moyens à mettre en oeuvre :

Il s'agit d'assurer la continuité de la collecte et de la diffusion des informations sur les prix du bétail. Comme dans le cas de l'enquête agricole, les moyens à mettre en oeuvre ont été arrêtés compte tenu du niveau d'exécution du DP 97/98 et du montant inscrit au titre de contrepartie nationale sur le DP 98/99.

Ainsi, une ligne «transmission de fiches» a été ajoutée tandis que des rubriques pouvant bénéficier d'autres financements ont été supprimées. Il s'agit de l'impression du questionnaire et des fournitures d'enquête.

Aussi, compte tenu du niveau de prise en charge des frais de collecte par la contre partie nationale, les frais de mission ont été portés à un montant arrêté par l'Etat à savoir 15.000 frs par jour pour les cadres et 5.000 frs par jour pour les chauffeurs. Cependant, ces montants ne feront l'objet d'aucune prise en charge par la contribution FED mais uniquement sur la contrepartie nationale.

2.1.3. Système d'information du marché céréalier (SIM)

le SIM est une activité du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA). L'enquête couvre 45 marchés (ruraux et urbains) représentatifs de l'ensemble du pays. Il n'est prévu aucun changement majeur pour la prochaine campagne.

Par contre, compte tenu du niveau de prise en charge des frais de collecte par la contre partie nationale, les frais de mission ont été portés à un montant arrêté par l'Etat à savoir 15.000 frs par jour pour les cadres et 5.000 frs par jour pour les chauffeurs. Cependant, ces montants ne seront aucunement pris en charge par la contribution FED mais uniquement sur la contrepartie nationale.

2.2 Analyse/Diffusion

2.2.1 Centrale d'information

Suite à l'atelier de Ouagadougou, il a été recommandé que la centrale soit transférée de la DISA à la CASPAR. Le transfert n'a pas été effectif ce qui a conduit la CASPAR à monter sa propre base de données qui s'est fortement inspirée de celle montée par DIAPER. Un atelier de sensibilisation et validation du contenu de la base de données a même été réalisé à cet effet. Avec le passage de la mission d'évaluation/programmation, les différents malentendus ont été dissipés et la centrale sera effectivement transférée à la CASPAR où est déjà affecté le premier responsable chargé de sa gestion. En outre, l'ordinateur en voie d'acquisition et destiné à la centrale sera installé à la CASPAR. Ainsi, compte tenu des acquis actuels, le programme de travail de cette année consiste à la poursuite de la collecte massive de données concernant tous les fichiers de la centrale et à la publication d'un annuaire des statistiques séries longues relatif aux domaines clé de la sécurité alimentaire.

Le frais à budgétiser pour cette activité concernent les indemnités du responsable de la centrale, le carburant de collecte, l'entretien du matériel et une dotation en consommable pour la collecte et la diffusion des données.

2.2.2 Publication

Comme dans le cas de la centrale d'information, les recommandations issues de l'atelier de Ouagadougou n'ont pas pu être mises en oeuvre suite à une série de malentendus institutionnels. Cependant, la réalisation de toutes les actions et des améliorations proposées est aujourd'hui possible suite à la médiation opérée par la mission d'évaluation/programmation en présence du projet FAO appuyant la CASPAR et de l'animation locale. Le processus de valorisation des différentes données pourra être poursuivi et consolidé conformément au plan de publication validé en septembre 1997 suite à l'atelier sur le cadre d'analyse, de diffusion et de gestion de l'information sur la sécurité alimentaire. Trois publications régulières ont été retenues:

- un bulletin mensuel de suivi de la situation alimentaire qui fait déjà l'objet d'une publication mais dont le contenu sera amélioré et la diffusion élargie grâce aux appuis de DIAPER;

- un bulletin annuel de sécurité alimentaire dont le contenu reste à définir. L'animation locale, l'ECA et le CESD pourront apporter leurs appuis.
- un annuaire série longue de statistiques sur la sécurité alimentaire.

Ces différentes publications seront éditées par la Cellule Agro-Sylvo-Pastorale et d'Alerte Rapide (CASPAR).

Cependant, le budget prévu pour ces activités de la cellule sera géré par l'animation locale qui sera très impliquée dans les travaux. Ce budget est composé de frais d'élaboration et de diffusion des différents documents retenus et d'équipements informatiques nécessaires aux travaux de base.

Enfin, en appui à la valorisation des données collectées et pour une meilleure compréhension des déterminants de la situation alimentaire nationale, DIAPER apportera un appui financier à travers l'animation locale pour publier les résultats de l'enquête budget/consommation dont l'analyse vient d'être achevée. Les reliquats de la rubrique analyse/diffusion du DP 97/98 pourront être mobilisés à cet effet. Les frais relatifs à la conduite de cette activité ne seront donc pas mentionnés dans le présent devis programme.

2.3. L'Animation locale:

Le programme de travail de l'animateur local dans le cadre de la programmation actuelle prévoit, outre les activités de gestion administrative et financière du projet, un suivi et des appuis pour la réalisation de activités suivantes :

- Au niveau de l'enquête agricole,
 - * suivi rapproché de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête 1998/99
 - * appui au traitement et à la publication/diffusion des résultats dans les délais (octobre pour les prévisions et février/mars pour les résultats définitifs).
 - * mobilisation à temps des fonds afin de garantir un déroulement normal des opérations de collecte.
 - * appui aux opérations du recensement.
 - * information régulière de l'ECA sur l'état d'exécution des différentes opérations et des points éventuels de blocage.
- Au niveau du SIM bétail,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête,
 - * suivi et appui à l'analyse et à la publication des bulletins.
- Au niveau du SIM céréales,
 - * suivi de l'exécution, de la supervision et du contrôle de l'enquête,
 - * suivi et appui à l'analyse et à la publication des bulletins.
- Analyse Diffusion et centrale d'information,
 - * appui à la mise à jour des fichiers de la centrale,
 - * appui à la publication de l'annuaire statistique séries longues,

- * appui aux analyses et à la publication des bulletins de la CASPAR.
- * appui à la publication des résultats de l'enquête budget/consommation.
- * appui à l'organisation et à la dynamisation de la composante nationale en relation avec la CASPAR et le SISAAR.
- * suivi en collaboration avec la CASPAR et le SISAAR, du processus de signature du décret officialisant le comité de sécurité alimentaire renouvelé.
- * information régulière de l'ECA sur l'état d'exécution des différentes publications et des points éventuels de blocage.

2.4. Participation de l'Etat à la prise en charge de frais de collecte

Le budget prévisionnel du devis programme 1998/1999 s'élève à 81.189.710 FCFA repartis comme suit entre l'enquête agricole, le système d'information du marché céréalier, le système d'information sur le marché à bétail, la centrale d'information, les analyses/diffusion et l'animation locale (les tableaux détaillés sont consignés dans le paragraphe « budgets prévisionnels »):

Devis programme 1998-1999

En Frs.CFA

	OPERATION DE COLLECTE	FONCTION- NEMENT	EQUIPEMEN T	TOTAL
ENQUETE AGRICOLE	25 688 000	0	0	25 688 000
SIM BETAIL	9 992 400	0	0	9 992 400
SIM CEREALES	8 620 000	0	0	8 620 000
ANALYSE/DIFFUSION/CENTRALE	0	13 697 600	3 800 000	17 497 600
ANIMATION LOCALE	0	19 391 710	0	19 391 710
TOTAL	44 300 400	33 089 310	3 800 000	81 189 710

Le montant global des frais de collecte s'élevant à 44.300.400 FCFA, la participation de l'Etat à ces frais à concurrence de 81% sera donc de 35.883.324 FCFA arrondie à 35.000.000 FCFA pour tenir compte du montant effectivement inscrit dans le Programme Triennal D'Investissement Public (PTIP). Le reste, soit 9.300.400 FCFA constituera la contribution du FED aux opérations de collecte.

ANNEXES

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Annexe 2: Evolution synoptique de la composante nationale

Annexe 3: Evolution synoptique de l'enquête agricole

Annexe 4: Evolution synoptique de l'enquête SIM Céréales

Annexe 5: Evolution synoptique de l'enquête SIM bétail

Annexe 6: Evolution des devis-programmes

Annexe 7: Récapitulatif du matériel acquis au titre de DIAPER III

Annexe 8: Budget 98/99 détaillés.

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

Messieurs :

NIANG Mamadou	Animateur local DIAPER
DIALLO	CONACILSS
FAYE Mamadou	Direction de la dette et des investissements
FAYE Mor	Direction de la dette et des investissements
M'BENGUE Moustapha	Directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture
KAMARA Amadou Mustapha	Directeur de l'Agriculture
GUEYE Ousseynou	Enquêtes agricoles (DISA)
FALL Abdoulaye	Enquêtes agricoles (DISA)
WANE Mamadou	Enquêtes agricoles (DISA)
MAR Lamine	Enquêtes agricoles (DISA)
BALDE Somé	Informatique (DISA)
SAGNA Mamadou	Informatique (DISA)
BEYE Mamadou	Informatique (DISA)
DIAGNE Ousmane	Centrale d'informations (DISA)
SEYE Abdoulaye	Centrale d'informations (DISA)
BATHILY	Direction de l'Elevage - Division Etudes et Programmes
M'BAYE Moussa	Chef du bureau des Statistiques Animales
Colonel FAYE Ibrahima	Directeur du Commissariat à la Sécurité Alimentaire
N'DIAYE Manina	Chef de la Cellule Etudes et Informations (CSA)
CISSE Moussa	Cellule Etudes et Informations (CSA)
BAÏTIR Ndoeye	Cellule Etudes et Information

Délégation de la Commission des Communautés Européennes:

BOLLY Jean-Louis	Conseiller au développement rural
Mlle GIRAUD Bénédicte	chargée de programme

Représentation de la FAO:

MBODJ Mahawa.	Représentant de la FAO au Sénégal
KONATE Amadou	CASPAR
SORGHO	Projet SISAR
FALL Babacar	Assistant technique projet SISAR

ANNEXE 2 : EVOLUTION DE LA COMPOSANTE NATIONALE DIAPER				
	An 1	An 2	An 3	Sénégal An 4
Cadre institutionnel	Cadre informel Chef de file : DISA qui assure la convocation et le compte rendu des réunions	Cadre informel Chef de file : DISA qui assure la convocation et le compte rendu des réunions	Cadre informel Chef de file : DISA qui assure la convocation et le compte rendu des réunions	Cadre informel Chef de file : DISA qui assure la convocation et le compte rendu des réunions
Structures participantes	Direction de l'agriculture Direction de l'élevage CASPAR DOPM CSA + structures d'autres Ministères (au total 15 structures)	Direction de l'agriculture Direction de l'élevage CASPAR DOPM CSA + structures d'autres Ministères (au total 15 structures)	Direction de l'agriculture Direction de l'élevage CASPAR DOPM CSA + structures d'autres Ministères (au total 15 structures)	Direction de l'agriculture Direction de l'élevage CASPAR DOPM CSA + structures d'autres Ministères (au total 15 structures)
Fréquence annuelle et objet des rencontres	3 fois par an au moment de la publication des résultats	3 fois par an au moment de la publication des résultats	3 fois par an au moment de la publication des résultats	2 fois par an au moment de la publication des résultats
Résultats des travaux de la composante (bulletins, rapports, décisions, ...)	Rapport de concertation sur les résultats: adoption des résultats prévisionnels et définitifs de la campagne - Adoption des différentes publications (SIM, ...)	Rapport de concertation sur les résultats: adoption des résultats prévisionnels et définitifs de la campagne - Adoption des différentes publications (SIM, ...)	Rapport de concertation sur les résultats: adoption des résultats prévisionnels et définitifs de la campagne - Adoption des différentes publications (SIM, ...)	Rapport de concertation sur les résultats: adoption des résultats prévisionnels et définitifs de la campagne - Adoption des différentes publications (SIM, ...)
Problèmes rencontrés				

Annexe 3: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE AGRICOLE					Sénégal
	An 1 (94/95)	An 2 (95/96)	An 3 (96/97)	An 4 (97/98)	
Année d'origine de la base de sondage (indiquer surtout s'il y a eut un changement)	Recensement population de 1988	Recensement population de 1988	Recensement population de 1988	Recensement population de 1988	Recensement population de 1988
Taille échantillon 1 ^{er} degré	480	480	480	480	480
Tirage de l'échantillon (oui / non)	oui	oui	oui	non	non
Taille de l'échantillon du 2 ^{ème} degré	2400	2400	2400	2400	2400
Tirage de l'échantillon (oui / non)	oui	oui	oui	oui	oui
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)	6 Fiches	6 Fiches	6 Fiches Reprise de la fiche démographiques	- identification d'une fiche pour prévision par interview.	- identification d'une fiche pour prévision par interview.
Liste des manuels disponibles et utilisés - la date de conception/modification	manuel de l'enquêteur	manuel de l'enquêteur	manuel de l'enquêteur manuel du contrôleur (tous deux en cours de reprises)	guide de la formation	guide de la formation
Existence d'un système de saisie traitement saisie (date de conception)	Dépouillement manuel des questionnaires Saisie des fiches de dépouillement sur SP6	Dépouillement manuel des questionnaires Saisie des fiches de dépouillement sur masque créé en DBASE	Dépouillement manuel des questionnaires Saisie des fiches de dépouillement sur masque créé en DBASE	Saisie directe des questionnaires sur masque de saisie en DBASE.	Saisie directe des questionnaires sur masque de saisie en DBASE.
Taux de couverture moyen					
Au moment des prévisions	96 %	90 %	100 %	? % (NC)	? % (NC)
Au moment des estimations	? %	? %	? %	94 %	94 %
Date de parution des résultats					
Des prévisions	Octobre	95/96 Octobre 95	96/97 Octobre 96	97/98 Octobre 97	97/98 Octobre 97
Des résultats définitifs	Mai	95/96 Mai 96	96/97 Mai 97		
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne					gros retards dans le déblocage des fonds

Annexe '4: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPTIQUE DE L'ENQUETE SIM : CEREALE					Sénégal
	An 1	An 2	An 3	An 4	
Année d'origine de la base de sondage (indiquer surtout s'il y a eut un changement)					
Taille échantillon (nbre de marchés couverts)	45 marchés	45 marchés	45 marchés	45 marchés	
Nbre de produits concernés	Prix de 14 produits (gros ½ gros, détail)	Prix de 14 produits (gros ½ gros, détail)	Prix de 14 produits (gros ½ gros, détail)	Prix de 14 produits (gros ½ gros, détail)	
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)	Pas de fiche d'enquête, les prix observés sont portés en fin de marché sur une fiche de relevé	Pas de fiche d'enquête, les prix observés sont portés en fin de marché sur une fiche de relevé	Pas de fiche d'enquête, les prix observés sont portés en fin de marché sur une fiche de relevé	Pas de fiche d'enquête, les prix observés sont portés en fin de marché sur une fiche de relevé	
Liste des manuels disponibles et utilisés (éventuellement la date de conception)	Pas de document particulier	Pas de document particulier	Pas de document particulier	Pas de document particulier	
Existence d'un système de saisie	saisie sur tableur	saisie sur tableur	saisie sur tableur EXCEL exporté en DBASE pour traitement	saisie sur tableur EXCEL exporté en DBASE pour traitement	
Taux de couverture moyen					
Date de parution des résultats					
Bulletin décadaire ou hebdo	oui radio, journaux	oui radio, journaux	oui radio, journaux	oui radio, journaux	
Bulletin mensuel	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	
Bulletin trimestriel					
Bulletin annuel	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	oui : 80 exemplaires	
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne					

Annexe 5: TABLEAU D'EVOLUTION SYNOPSIS DE L'ENQUETE SIM : BETA II					Sénégal
	An 1	An 2	An 3	An 4	
Année d'origine de la base de sondage (indiquer surtout s'il y a eut un changement)					
Taille échantillon (nbre de marchés couverts)				18	
Nbre de produits concernés				Prix des animaux sur pied Poids des animaux	
Modification du questionnaire (indiquer les entrées et sorties de fiches ou les fiches modifiées)				2 Fiches: - bovins - petits ruminants	
Liste des manuels disponibles et utilisés (éventuellement la date de conception)				Manuel de l'enquêteur	
Existence d'un système de saisie				SP6	
Taux de couverture moyen					
Date de parution des résultats					
Bulletin décadaire ou hebdo	non	non	non	non	
Bulletin mensuel				Bulletin mensuel	
Bulletin trimestriel					
Bulletin annuel				en préparation	
Problèmes particuliers survenus lors de chaque campagne			Gros retard dans la remontée des fiches du terrain	Gros retard pour la remontée et le traitement des fiches	

Annexe 6 : EVOLUTION DU FINANCEMENT DES DEVIS (FCFA)

	An 1	An 2	An 3	An 4
Montant total du DP	68089000	103133590	88358900	75779300
Montant FED	68089000	91414402	70196111	42688536
Montant Etat (total) dont		11719188	18162789	33090764
source :		FC	FC	BI
source :				SRRD et reliquats FC
Date de libération fonds FED		24/08/95	28/08/96	10/09/97
Date de libération fonds Etat		25/01/96	21/05/96	31/12/97
Taux d'exécution budget FED		94 %	65 %	retard très important dans la libération des fonds.
Taux d'exécution budget Etat		99 %	73 %	idem
Taux globaux		95 %	67 %	

1 FC : si fonds de contrepartie

BI : si budget d'investissement.

DIAPER III - Evaluation Programmation An V

Sénégal

Janvier 1998

Annexe 7: . FICHE D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III (Nombre)

Désignation	DP 94/95		DP 95/96		DP 96/97		TOTAL ACQUIS	DESTINATION (1)				
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis		Enq. Agr.	SIMC	SIMB	Centr. inf	Animation locale
1. Engins à deux roues												
Bicyclettes												
Motocyclettes												
Motos				11		18	29	25		4		
2. Matériel de collecte												
Boussoles				66		16	82	82				
Jalons				110			110	110				
Calculatrices programmables				7		25	32	32				
Balances				86			86	86				
Chaînes/rubans				70		21	91	91				
Calculatrices scientifiques				18			18			18		
3. Matériel informatique												
Micro-ordinateurs		8			1	1	9	4		1	1	3
Imprimantes		7		2	1	1	10	4		2	1	3
Onduleurs		5		2	1	1	8	4		1	1	2
4. Mat. de reprographie												
Photocopieurs				1		1	2					
Télécopieur		1					1					1

(1) SIMC : Système d'Information sur les Marchés céréaliers

SIMB : Système d'Information sur les Marchés à bétail

Centr. inf. : Centrale d'informations

Annexe 8: . BUDGETS PREVISIONNELS

PAYS: SENEGAL

DESIGNATION DE L'ENQUETE : ENQUETE AGRICOLE 1998/99

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : DIRECTION DE L'AGRICULTURE

DESIGNATION	Nombre	coût unit. F CFA	coût total F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
I . OPERATION DE COLLECTE					
<i>1.1 Frais de personnel</i>			13,795,000		
-Indemnités			12,660,000		
Superviseurs nationaux (20000F*3*6mois)	18	20,000	360,000		
Superviseurs régionaux (20000F*10*6mois)	60	20,000	1,200,000		
Contrôleurs (15000F*30*6mois)	180	15,000	2,700,000		
Enquêteurs (10000F*140*6mois)	840	10,000	8,400,000		
-Frais de mission			975,000		
Supervision nationale (3missions*15j*15 000F)	45	15,000	675,000		
Chauffeurs (4missions*15j*5 000F)	60	5,000	300,000		
-Primes					
Traitement, saisie et analyse(20000F*2*4mois)	8	20,000	160,000		
<i>1.2 Carburant</i>			5,733,000		
- Enquêteurs (20l*140*3mois)	8,400	455	3,822,000		
- Contrôleurs (30l*30*3mois)	2,700	455	1,228,500		
- Superviseurs régionales (1sortie*300km*10*0,2l)	600	455	273,000		
- Supervisions nationales (1500km*3missions*0,2)	900	455	409,500		
<i>1.3 Entretien matériel</i>			1,980,000		
- Motos	33	60,000	1,980,000		
<i>1.4 Recyclage agents de collecte</i>			4,180,000		
- Formation superviseurs et contrôleurs			1,680,000		
Formateurs (4j*2*10000F)	8	10,000	80,000		
Perdiem cont. et sup. (4j*40*7500F)	160	7,500	1,200,000		
Transport cont. et sup. (40*10000F)	40	10,000	400,000		
- Formation enquêteurs			2,500,000		
Formateurs (4j*2*10 régions*5000F)	80	5,000	400,000		
Perdiem enquêteurs (4j*140*3000F)	560	3,000	1,680,000		
Transport enquêteurs (140*3000F)	140	3,000	420,000		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			25,688,000	5,688,000	20,000,000
TOTAL BUDGET			25,688,000	5,688,000	20,000,000

PAYS: SENEGAL

**DESIGNATION DE L'ENQUETE : SYSTEME D'INFORMATION SUR LES MARCHES CEREALIERES
1998/99**

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

EN FCFA

DESIGNATION	Nombre	coût unit. F CFA	coût total F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
OPERATION DE COLLECTE					
<i>1. Frais de personnel</i>			4,392,000		
-Indemnités			1,080,000		
Superviseurs (20000F*3*12mois)	36	20,000	720,000		
Agent de saisie (2 agents*12mois*15000F)	24	15,000	360,000		
-Frais de déplacement			3,312,000		
Agents de collecte (1000F/jour de marché)	2,112	1,000	2,112,000		
Superviseurs nationaux (4missions*15j)	60	15,000	900,000		
Chauffeurs (4missions*15j*5000F)	60	5,000	300,000		
<i>2. Carburant</i>			3,528,000		
- Enquêteurs (20/marché/mois*44*march*12mois)	10,560	300	3,168,000		
- Superviseurs (4missions*1500km*0,2l)	1,200	300	360,000		
<i>3. Diffusion Radio</i>			300,000		
<i>4. Entretien matériel</i>			400,000		
- Photocopieur (y compris consommables)	1	400,000	400,000		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			8,620,000	1,620,000	7,000,000
TOTAL BUDGET			8,620,000	1,620,000	7,000,000

PAYS: SENEGAL

DESIGNATION DE L'ENQUETE : SUIVI DES MARCHES A BETAIL 1998/99

SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : DIRECTION DE L'ELEVAGE

EN FCFA

DESIGNATION	Nombre	coût unit. F CFA	coût total F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
I . OPERATION DE COLLECTE					
<i>1.1 Frais de personnel</i>			4,020,000		
1.1.1 Indemnités			2,820,000		
- Superviseurs nationaux (2*20000F*12mois)	24	20,000	480,000		
- Enquêteurs (10000F*18*12mois)	216	10,000	2,160,000		
- Agent saisie et traitement (12*mois*15000F)	12	15,000	180,000		
1.1.2 Frais de mission			1,200,000		
- Superviseurs nationaux (6missions*10j*15 000F)	60	15,000	900,000		
- Chauffeurs	60	5,000	300,000		
1.2 Carburant			3,166,800		
- Enquêteurs (10lx18x12)	2,160	455	982,800		
- Contrôleurs (20l*9+70l)*12mois	3,000	455	1,365,000		
- Missions nationales (6miss*1500km*0,25l)	1,800	455	819,000		
1.3 Entretien matériel			1,100,000		
- Véhicule (y compris assurance)	1	500,000	500,000		
- Photocopieur et matériel informatique	1	600,000	600,000		
1.4 Transmission fiches			1,705,600		
Pour 6marchés: 104 fiches/an/marché	624	1,000	624,000		
Pour 6 marchés:240 litres super/an/marché	1,440	455	655,200		
Pour 2 marchés: (240 litres+104 fiches)/an/marché	426.4	1,000	426,400		
TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE			9,992,400	1,992,400	8,000,000
TOTAL BUDGET			9,992,400	1,992,400	8,000,000

PAYS: SENEGAL

ANIMATION NATIONALE 1998/99

EN FCFA

RUBRIQUES	ESTIMATION DES COUTS			FED
	Nombre	Cout unit unit	Cout total	F CFA
I SALAIRES			10,318,460	10,318,460
1.1 Rémunérations			8,386,920	8,386,920
- Animateur national	12	497,000	5,964,000	5,964,000
- Secrétaire-Comptable	12	201,910	2,422,920	2,422,920
1.2 Charges sociales	12	94,295	1,131,540	1,131,540
1.4 Assurance santé	2	400,000	800,000	800,000
II FONCTIONNEMENT			6,023,250	6,023,250
2.1. Carburant			1,342,250	1,342,250
- Missions (6missions*1500km*0,2l)	1,800	455	819,000	819,000
- Coordination	1,150	455	523,250	523,250
2.2 Perdiem			441,000	441,000
- Animateur local (6missions*7j*7500F)	42	7,500	315,000	315,000
- Chauffeur (6missions*7j*3000F)	42	3,000	126,000	126,000
2.3 Fournitures de bureau			900,000	900,000
2.4. Frais de téléphone, Fax et Poste			1,200,000	1,200,000
2.5. Entretien			1,900,000	1,900,000
- Véhicule			1,500,000	1,500,000
- Photocopieuse			400,000	400,000
2.6 Prestations de services (20 000F/mois)			240,000	240,000
III. IMPRESSION ET DIFFUSION			3,050,000	3,050,000
3.1. Résultats définitifs enquête agricole	600	2,500	1,500,000	1,500,000
3.2 Annuaire SIM céréales	150	3,500	525,000	525,000
3.3 Annuaire SIM Bétail	150	3,500	525,000	525,000
3.4 Autres publications (forfait)			500,000	500,000
TOTAL			19,391,710	19,391,710

PAYS: SENEGAL**DESIGNATION: GESTION CENTRALE D'INFORMATION ET ANALYSE DIFFUSION 1998/99****SERVICE OU ORGANISME RESPONSABLE : CASPAR**

1 ECU = 661,5 FCFA

DESIGNATION	Nombre	Coût unitaire	Coût total	
	MOIS	F CFA	TOTAL	FED
1. CENTRALE INFORMATION				
1.1. Carburants			327,600	327,600
Déplacements mise à jour (60 litres par mois)	720	455	327,600	327,600
1.2. Consommable	12	30,000	360,000	360,000
1.3. Entretien matériel			360,000	360,000
Moto	1	60,000	60,000	60,000
Matériel informatique (forfait)			300,000	300,000
1.4. Indemnités			180,000	180,000
1 cadre chargé de la mise à jour	12	15,000	180,000	180,000
TOTAL CENTRALE INFORMATION			1,227,600	1,227,600
1. PUBLICATIONS				
1.1. Bulletin mensuel			7,200,000	7,200,000
400 copies par mois * 1 500 F/copie	4,800	1,500	7,200,000	7,200,000
1.2. Bulletin annuel			1,000,000	1,000,000
500 copies par an * 2 000 F/copie	500	2,000	1,000,000	1,000,000
1.3. Annuaire statistique séries longues			1,750,000	1,750,000
500 copies par an * 3 500 F/copie	500	3,500	1,750,000	1,750,000
1.4. Primes de publication			720,000	720,000
3 cadres à 20 000 F/mois	36	20,000	720,000	720,000
1.5. Frais de diffusion			1,800,000	1,800,000
50 envois par publication	300	6,000	1,800,000	1,800,000
TOTAL PUBLICATIONS			12,470,000	12,470,000
2 EQUIPEMENT			3,800,000	3,800,000
1 Micro-ordinateur	1	2,500,000	2,500,000	2,500,000
1 onduleur	1	600,000	600,000	600,000
1 imprimante	1	700,000	700,000	700,000
TOTAL			17,497,600	17,497,600